Ukraine/Russie : « La guerre renforce les nationalistes radicaux des deux côtés »

samedi 7 mars 2015, par POPOVYCH Zakhar, SAMARY Catherine (Date de rédaction antérieure : 4 mars 2015).

Entretien. Membre de l'Opposition de gauche - Ukraine Socialiste, Zakhar Popovitch revient sur la situation en Ukraine depuis la signature des accords de Minsk 2.

Catherine Samary – Comment ton organisation perçoit-elle les accords de Minsk 2 pour un cessez-le-feu ?

Zakhar Popovitch – Nous sommes pour un cessez-le-feu – sous contrôle international – mais dénonçons toute logique de « diplomatie secrète » entre grandes puissances qui déterminerait la Constitution de l'Ukraine. L'urgence première est à la désescalade pour mettre fin à la catastrophe humanitaire qu'affrontent notamment les populations de l'est de l'Ukraine.

Mais il faut aussi stopper la rhétorique raciste qui, des deux côtés, accompagne la guerre. Depuis l'annexion de la Crimée par la Russie, comme dans le passé stalinien, dans la propagande russe le mot « Ukrainien » veut souvent dire « fasciste » et l'Ukraine est traitée comme « un accident de l'histoire ».

En même temps, nous dénonçons le mépris envers les populations de l'est traitées de « Vatniki » (présentation péjorative du vêtement des ouvriers) et la désastreuse « Opération anti-terroriste » du gouvernement de Kiev. La guerre renforce les nationalistes radicaux des deux côtés, avec un risque majeur de dictature autoritaire, pendant que les populations de l'Est sont prises en otage entre les crimes des deux côtés. Kiev a coupé les subsides après le non-respect par les pouvoirs locaux des lois électorales du pays.

Ce cessez-le-feu est-il crédible ? Que veut Poutine ?

Le bilan est contrasté. D'un côté, Poutine a renforcé sa popularité en Russie depuis l'annexion de la Crimée que les négociations de Minsk entérinent de fait. Et celles-ci impliquent une forme de reconnaissance des « républiques populaires » de Donetsk et Lougansk (RPD et RPL) et de leurs dirigeants « élus » sans la moindre base démocratique. Ce sont des points d'appui pour Moscou pour défendre ses intérêts au sein de l'Ukraine et dans l'UE.

Mais Poutine a du « faire le ménage » parmi des dirigeants de ces « républiques populaires », et mesurer leur difficulté à mobiliser activement les populations de l'Est de l'Ukraine. Le sentiment national ukrainien (et pro-OTAN) s'est renforcé, y compris dans l'est où la défiance réelle envers Kiev n'implique pas une majorité sur des bases sécessionnistes. En pratique, Moscou ne veut pas prendre en charge des subventions que Kiev fournissait à la région. Le vocabulaire de « Nouvelle Russie » a été abandonné : il s'agit d'obtenir pour l'Union des « républiques populaires », un statut d'État dans l'État ukrainien.

Quels sont vos objectifs immédiats ?

Nous sommes pour un statut neutre de l'Ukraine, le retrait des troupes russes et une démilitarisation immédiate de toutes les régions en guerre. Au plan international, il faut aider toutes les victimes de cette guerre, rompre avec les positions unilatérales (où l'on choisit son « camp »). Nous œuvrons à la réunification d'un mouvement ouvrier ukrainien et d'une gauche se battant pour un agenda démocratique et social dans tout le pays. Nous ne reconnaissons à la Russie aucun « droit historique » sur l'Ukraine : c'est aux populations de déterminer librement leurs choix contre toute dictature sociale et politique, d'où qu'elle vienne.

Propos recueillis par Catherine Samary

P.-S.

* Paru dans l'Hebdo L'Anticapitaliste - 279 (04/03/2015). http://www.npa2009.org/